

**Certificat de compétence Droit des affaires**

---

CC0200A

**Informations de base**

---

|                          |                                             |
|--------------------------|---------------------------------------------|
| <b>Intitulé officiel</b> | Certificat de compétence Droit des affaires |
| <b>Crédits ECTS</b>      | 30                                          |
| <b>Niveau d'entrée</b>   | information indisponible                    |
| <b>Niveau de sortie</b>  | information indisponible                    |
| <b>Modalités</b>         | Dépend de chaque UE                         |
| <b>Période</b>           | Non spécifié                                |

**Objectifs**

---

- Fournir des connaissances juridiques qui répondent aux demandes du personnel administratif des entreprises et des collaborateurs des cabinets des professions libérales juridiques et judiciaires.
- Permettre la maîtrise des outils juridiques nécessaires à la gestion quotidienne de l'entreprise.
- Acquérir les connaissances permettant à l'auditeur de participer à la rédaction de contrats et au suivi des dossiers à caractère juridique de l'entreprise.
- Etre capable de formuler un avis juridique, de réaliser des études à la demande de la direction et des différents services de l'entreprise permettant la prise de décisions ayant des implications juridiques.

**Conditions d'accès**

---

Prérequis :

Aucun prérequis professionnel n'est demandé pour l'inscription au certificat. Toutefois, pour les auditeurs n'ayant aucune connaissance juridique de base en droit des affaires, le niveau des unités d'enseignement DRA001 "Présentation générale du droit" et DRA002 "Initiation aux techniques juridiques fondamentales" est fortement recommandé.

## Compétences visées

---

## Tarifs

---

Pour consulter les tarifs détaillés, veuillez vous rapprocher du CNAM Auvergne Rhône-Alpes

## Informations complémentaires

---

**Mots-clés:** Droit de la propriété industrielle Droit commercial procédure collective Droit des affaires  
Droit des sociétés Droit des contrats Droit privé Entreprise entreprises en difficulté